

Art. 4. — Sauf si elles sont réprimées plus sévèrement par ailleurs, les infractions aux dispositions édictées par l'article 2 (§ 1) et par les articles 2 (§ 2) et 3 du présent arrêté sont respectivement sanctionnées par l'article 412 (5°) et par l'article 411 du code des douanes.

Art. 5. — Est abrogé l'arrêté du 29 décembre 1960 fixant les conditions et formalités de contrôle à l'accomplissement desquelles est subordonnée l'admission de certains matériels destinés à l'entretien ou à la réparation des appareils de navigation aérienne, au bénéfice du traitement plus favorable prévu aux tarifs des droits de douane d'importation.

Art. 6. — Le directeur général des douanes et droits indirects est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 31 mars 1961.

Pour le secrétaire d'Etat aux finances et par délégation :

Le directeur général des douanes et droits indirects,
PHILIPPE DE MONTREMY.

Le ministre des armées,
PIERRE MESSMER.

Le secrétaire d'Etat au commerce intérieur,
JOSEPH FONTANET.

Administration centrale des affaires économiques et service des enquêtes économiques.

Par arrêté du 23 mars 1961, M. Maurice Lafront, administrateur civil de classe exceptionnelle du service des enquêtes économiques, est chargé des fonctions de directeur départemental des enquêtes économiques pour les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane.

M. Maurice Lafront est, en outre, chargé, à titre provisoire, des fonctions de délégué aux affaires économiques dans les départements d'outre-mer pour les départements ci-après : Guadeloupe, Martinique et Guyane ; sa résidence de service est à Basse-Terre (Guadeloupe).

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Décret du 28 mars 1961 portant approbation de l'élection d'un membre titulaire à l'académie de médecine.

Par décret en date du 28 mars 1961, est approuvée l'élection par l'académie nationale de médecine de M. Louis-Noël Marcenac à la place de membre titulaire devenue vacante à la V^e section (médecine vétérinaire) par suite du décès de M. Nevot.

Annulation et remplacement des dispositions de l'article 5 de l'arrêté du 29 juin 1960 portant création du diplôme d'Etat de conseiller sportif.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'arrêté du 29 juin 1960 portant création du diplôme d'Etat de conseiller sportif ;

Vu l'arrêté du 22 février 1961 donnant délégation de signature à M. Maurice Herzog, haut-commissaire à la jeunesse et aux sports ;

Sur proposition du sous-directeur de l'éducation physique, des sports et du plein air,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté susmentionné sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Le jury chargé d'examiner les candidats à chacune des parties du diplôme de conseiller sportif sera fixé par arrêté ».

Art. 2. — Le sous-directeur de l'éducation physique, des sports et du plein air est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 27 février 1961.

Pour le ministre et par délégation :

Le haut-commissaire à la jeunesse et aux sports,
MAURICE HERZOG.

Modification de l'arrêté du 18 février 1961 fixant le nombre des places mises au concours d'agrégation de médecine en 1961 (sec- tions des sciences cliniques et des sciences fondamentales).

Le ministre de l'éducation nationale et le ministre délégué auprès du Premier ministre,

Vu l'arrêté du 3 mars 1952 fixant le règlement du concours d'agrégation de médecine et de pharmacie, modifié par les arrêtés des 19 juillet 1952, 15 février 1955, 1^{er} mars 1955 et 8 janvier 1958 ;

Vu l'arrêté du 18 février 1961 fixant le nombre des places mises au concours d'agrégation de médecine (sections des sciences cliniques et des sciences fondamentales) en 1961,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — L'arrêté susvisé du 18 février 1961 fixant le nombre des places mises au concours d'agrégation de médecine en 1961 (sections des sciences cliniques et des sciences fondamentales) est rectifié come suit :

SCIENCES FONDAMENTALES

Section I.	Section IX.
Anatomie (13 places).	Pharmacologie et matière médicale (4 places).
Faculté.	Facultés.
Alger 2 (au lieu de 3)	Paris (pas de poste). Dakar (pas de poste).
Section IV.	Section XI.
Biochimie médicale.	Physique médicale (20 places).
(15 places).	Faculté.
Ecole.	Alger 1 (au lieu de 2).
Dijon 1 (au lieu de 2).	Ecole.
Section V.	Caen (pas de poste).
Histologie (13 places).	
Faculté.	
Alger 1 (au lieu de 2).	

SCIENCES CLINIQUES

Section X.	Section XVII.
Ophthalmologie (4 places).	Maladies infectieuses (1 place).
Faculté.	Faculté.
Alger (pas de poste).	Alger (pas de poste).

Art. 2. — Le nombre des places mises au concours est augmenté comme suit :

SCIENCES FONDAMENTALES

Section I.	Section IX.
Anatomie (14 places).	Pharmacologie et matière médicale (5 places).
Faculté.	Ecole.
Lyon 1	Caen 1
Section III.	Section X.
Bactériologie (8 places).	Physiologie (13 places).
Facultés.	Facultés.
Strasbourg 1	Nancy 1
Nantes 1	Toulouse 1
Section IV.	Ecole.
Biochimie médicale (16 places).	Caen 1
Ecole.	Section XI.
Limoges 1	Physique médicale (21 places).
Section VIII.	Faculté.
Pathologie expérimentale (10 places).	Toulouse 1
Facultés.	Section XIII.
Paris 1	Thérapeutique (7 places).
Dakar 1	Faculté.
Ecole.	
Caen 1	Rennes 1